

## FICHE AMENDEMENT 22

### **III ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION**

#### **TITRE III : POLITIQUES ET ACTIONS INTERNES**

#### **CHAPITRE III : POLITIQUES DANS D'AUTRES DOMAINES SPECIFIQUES**

#### **SECTION 3 : COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE**

#### **Proposition d'amendement pour l'article III-112**

**Déposée par:**            **M.J.CHABERT**  
                                 **M.M.DAMMEYER**  
                                 **M.P.DEWAELE**  
                                 **Mme C. du GRANRUT**  
                                 **M.C.MARTINI**  
                                 **M.R.VALCARCEL SISO**

**Qualité :**            **- Membre**                            **-Suppléant**            **- Observateur**

---

#### Ajouter au paragraphe 1 :

Les États membres conduisent leur politique économique et la coordonnent en vue également d'atteindre les objectifs visés à [l'article III-111 (ex-158)]. La formulation et la mise en œuvre des politiques et actions de l'Union ainsi que la mise en œuvre du marché intérieur prennent en compte ces objectifs et participent à leur réalisation. L'Union soutient aussi cette réalisation par l'action qu'elle mène au travers des fonds à finalité structurelle (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section «orientation»; Fonds social européen; Fonds européen de développement régional **et initiatives communautaires**), de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants.

#### Ajouter au paragraphe 2 :

La Commission présente un rapport au Parlement européen, au Conseil, au Comité des régions et au Comité économique et social, tous les trois ans, sur les progrès accomplis dans la réalisation de la cohésion économique, ~~et~~ sociale **et territoriale** et sur la façon dont les divers moyens prévus au présent article y ont contribué. Ce rapport est, le cas échéant, assorti des propositions appropriées.

#### Ajouter à la fin du paragraphe 3 :

La loi ou la loi-cadre européenne peut établir toute mesure spécifique en dehors des fonds, sans préjudice des mesures adoptées dans le cadre des autres politiques de l'Union. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social. **Pour les mesures relatives à la coopération transfrontalière et interrégionale, la loi ou la loi cadre est adoptée après approbation du Comité des régions.**

---

#### **Explication éventuelle :**

*Conformément à l'amendement sur l'Article III-111 et aux dispositions de l'Article III-290, il convient de confier au Comité des régions une responsabilité accrue vis-à-vis de la coopération transfrontalière et interrégionale*